



COMMISSION EXPLOITATION ET TECHNOLOGIES

UPAP/CET/GCL/01/2025 - Doc N°02

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CHAÎNE LOGISTIQUE
28 MARS 2025 (MODE VIRTUEL) 09H00 (TU)

RAPPORT SUR L'ANALYSE DU QUESTIONNAIRE SUR LA CHAÎNE LOGISTIQUE

1. Objet : <ul style="list-style-type: none">Rapport du questionnaire sur la chaîne logistique	Références/Alinéas Circulaire UPAP REF : CL/UPAP/SG/ET/QSO/003
2. Décisions attendues : <ul style="list-style-type: none">Prendre note du rapport ;Adopter ledit rapport ;Prendre note des recommandations.	

1.0 INTRODUCTION

La chaîne logistique postale est l'épine dorsale des opérations postales. Elle facilite la circulation des envois postaux au sein du réseau et garantit qu'ils parviennent à destination en toute sécurité et dans les délais. L'UPU collabore avec ses partenaires de la chaîne logistique pour assurer une intégration fluide de celle-ci en élaborant des bonnes pratiques, des réglementations, des processus, des normes et des outils informatiques afin de garantir que tous les acteurs impliqués dans l'acheminement du courrier puissent échanger les données nécessaires.

En tant que membres du réseau mondial, les opérateurs désignés en Afrique se conforment également à ces réglementations, processus, normes et à l'utilisation d'outils informatiques pour garantir un transport du courrier sûr et efficace en Afrique et au-delà.

Le Secrétariat général de l'UPAP a diffusé un questionnaire sur l'état des services de la chaîne logistique en Afrique afin de mettre en œuvre le Plan d'action de la Commission Exploitation et technologies pour la période 2022-2025. L'objectif du questionnaire était de recueillir des informations sur les activités de la chaîne logistique mises en œuvre par les opérateurs désignés afin d'en évaluer l'état de mise en œuvre et de contribuer à combler les lacunes identifiées, le cas échéant.

2.0 QUESTIONNAIRE SUR L'ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES DE LA CHAÎNE LOGISTIQUE EN AFRIQUE

Le questionnaire a été envoyé aux Etats membres sous la référence **N°003/LC/UPAP/SG/ET/QSO** le 5 février 2025, avec une date limite de soumission des questionnaires remplis fixée au 7 mars 2025. Un rappel a également été envoyé le 1^{er} mars 2025 pour garantir que davantage d'opérateurs désignés soumettent leurs réponses.

Le questionnaire couvrait quatre sections principales de la chaîne logistique, comme indiqué ci-dessous :

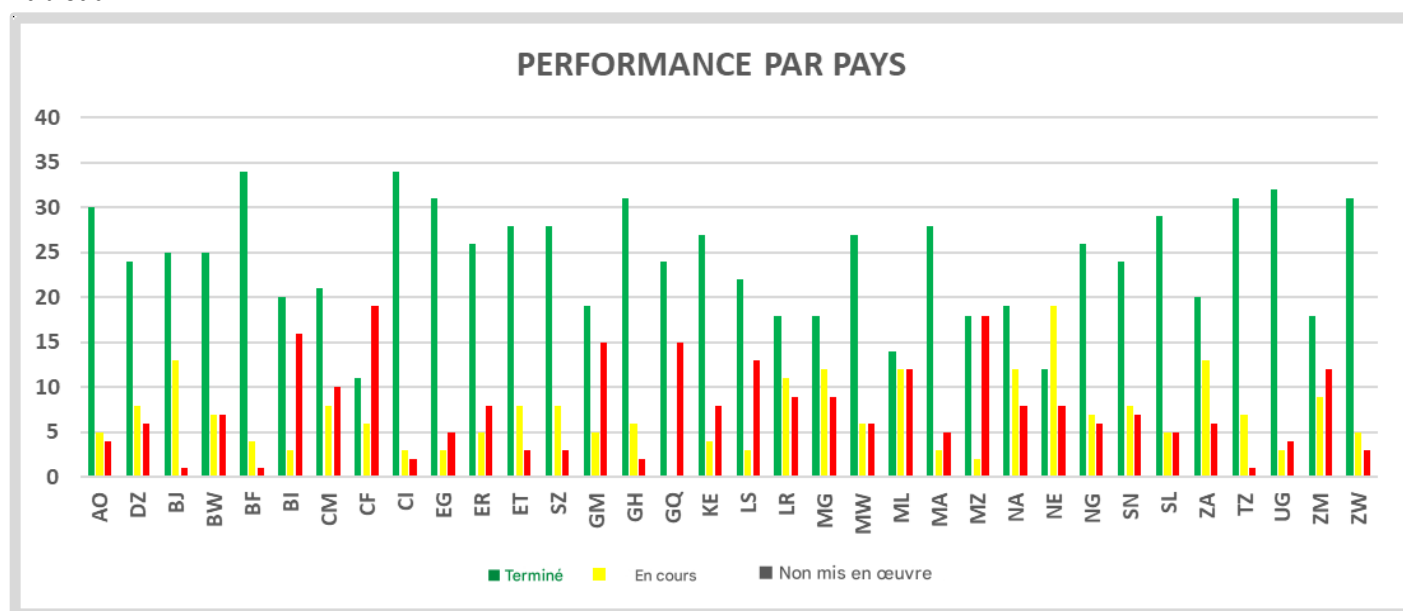
- i. Transport (Transport du courrier et relations avec les parties prenantes) ;
- ii. Sécurité (Sécurité postale et respect des normes) ;
- iii. Douanes (échange de données électroniques préalables et relations douanières) ;
- iv. Qualité du service.

3.0 ANALYSE DES REPONSES

Cette analyse porte sur les trente-quatre (34) réponses reçues, représentant 76% des Etats membres de l'UPAP. Ces réponses ont été reçues des Membres suivants : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Erythrée, Guinée équatoriale, Eswatini, Ethiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Le tableau ci-dessous présente la performance globale de chaque OD en termes d'activités achevées, en cours et non encore mises en œuvre.

Tableau 1



D'après l'analyse des réponses des Etats membres, il est satisfaisant de constater que les opérateurs désignés s'efforcent de respecter les réglementations et normes de l'UPU, d'entretenir de bonnes relations avec les parties

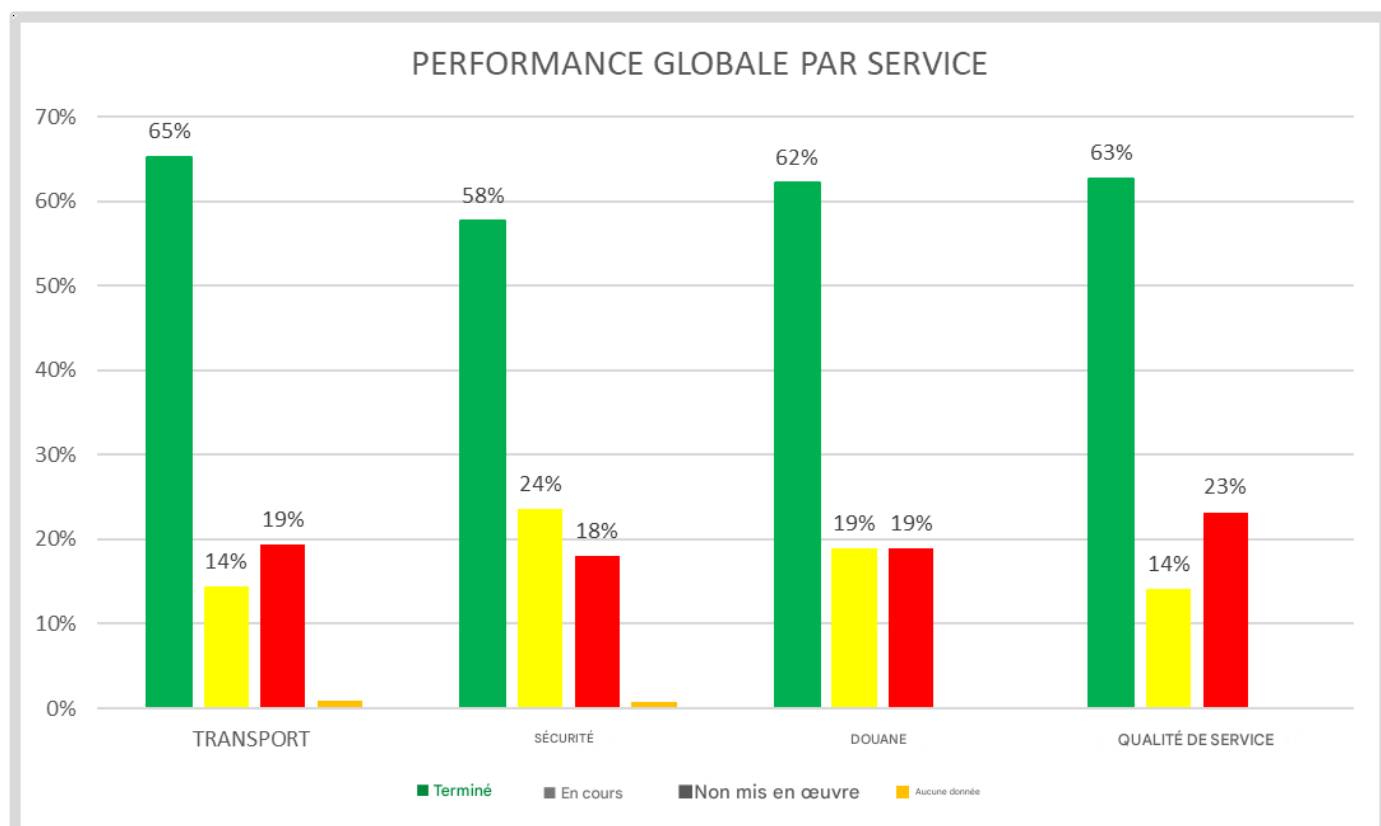
prenantes de la chaîne logistique et d'utiliser les outils informatiques disponibles pour échanger des données électroniques avec leurs partenaires.

D'après le tableau 1 ci-dessus, la plupart des activités sont en vert, indiquant qu'elles ont été réalisées. Sur les 39 activités du questionnaire, 24 OD en ont réalisé plus de 20, tandis que d'autres sont encore en cours.

Seuls 8 OD montrent qu'ils ont plus de 10 activités qui n'ont pas été mises en œuvre.

Le tableau ci-dessous montre les performances globales agrégées pour tous les OD pour tous les piliers de service.

Tableau 2



3.1 Performance positive

Les conclusions positives suivantes sont/ont été tirées des réponses :

- 76 % des opérateurs désignés (OD) ont signé des accords de niveau de service (SLA) avec les compagnies aériennes transportant du courrier ;
- 88,2 % des OD échangent des messages CARDIT/RESBIT ainsi que des messages CARDIT avec le drapeau Réglementation Applicable (AR) avec les compagnies aériennes ;
- 88,2 % des OD disposent d'unités de sécurité postale chargées de la gestion de la prévention et des enquêtes ;
- 71 % mettent à jour régulièrement la liste des marchandises interdites et dangereuses ;
- 97 % des OD utilisent le système de déclaration douanière ou équivalent pour échanger des données électroniques préalables pour les envois contenant des marchandises ;
- 97 % des OD échangent des messages ITMATT ;

- Plus de 82 % des OD mettent à jour en ligne le Compendium de la Poste aux lettres, tandis que 91 % mettent à jour en ligne le Compendium des Colis régulièrement ;
- 97 % des OD utilisent le système de suivi et localisation pour les envois de livraison suivis, les envois recommandés et les envois EMS ;
- 70 % proposent/acceptent désormais le service de livraison avec suivi, conformément à la résolution du 4^{ème} Congrès extraordinaire de l'UPU ;
- 88 % utilisent le Système intégré de rapport de qualité (IQRS) pour surveiller la qualité du service ;
- Plus de 85 % utilisent le système de recherche par Internet (IBIS).

3.2 Faible performance

De faibles performances ont été enregistrées dans certains domaines, comme indiqué ci-dessous :

- Faible participation aux réunions du Groupe Chaîne logistique de l'UPU (Groupe Transport - 64,7 %, Groupe Sécurité - 47,1 %, Groupe Douanes - 55,9 %) ;
- Seuls 47 % mettent à jour régulièrement le Compendium EAD Transport ;
- 38 % ont été certifiés conformes aux normes de sécurité ;
- 35 % échangent des messages CUSITM/CUSRSP avec leurs autorités douanières ;
- Plus de 95 % des OD n'ont pas été certifiés pour la qualité de service en utilisant la nouvelle méthodologie (2023-2025) ;
- Seuls neuf (9) OD, représentant 26,5 %, ont été certifiés conformes à la norme d'adressage S42 au cours des 3 dernières années. Un tableau de bord sur les réponses reçues des Etats membres est joint au présent rapport en **annexe 1 (feuille Excel)**.

4.0 RECOMMANDATIONS

Les Etats membres sont encouragés à continuer de mettre en œuvre les activités dans lesquelles ils sont en retard afin de garantir l'intégration de la chaîne logistique et l'efficacité des opérations.

5.0 DECISION ATTENDUE

- Prendre note du rapport ;
- Adopter ledit rapport ;
- Prendre note des recommandations.